

PAR COURRIEL

[REDACTED]

La présente donne suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 30 juin 2020, par laquelle vous souhaitez obtenir le document suivant :

« *la liste des entreprises en Estrie ayant participé au Programme Audit industrie 4.0 piloté par le Ministère de l'Économie et de l'Innovation en 2019 et jusqu'à ce jour.* »

Conformément à l'article 47 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), nous vous informons que le ministère de l'Économie et de l'Innovation détient des données quant à l'objet de votre requête. Vous retrouverez ces renseignements compilés dans le document que nous vous transmettons en pièce jointe.

Si vous désirez contester cette décision, il vous est possible de le faire auprès de la Commission de l'accès à l'information. Vous trouverez, ci-annexée, une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Je vous prie de recevoir, [REDACTED], l'expression de mes sentiments distingués.

Marie-Claude Lajoie
Responsable de l'accès aux documents

AVIS DE RECOURS

Suite à une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne, dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels, peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec	Montréal
525, boulevard René-Lévesque Est, bureau 2.36	500, boulevard René-Lévesque Ouest, bur. 18.200
Québec (Québec)	Montréal (Québec)
G1R 5S9	H2Z 1W7
Téléphone : 418 528-7741	Téléphone : 514 873-4016
Télécopieur : 418 529-3102	Télécopieur : 514 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision de la Commission d'accès à l'information en appel devant trois juges de la Cour provinciale, sur toute question de droit ou de compétence. Cet appel ne peut toutefois être porté qu'avec la permission d'un juge de la Cour provinciale. Ce juge accorde la permission s'il est d'avis qu'il s'agit d'une question qui devrait être examinée en appel.

b) Délais et frais

L'article 149 prévoit que la requête pour permission d'appeler doit être déposée au greffe de la Cour provinciale, à Montréal ou à Québec, dans les 30 jours de la décision, après avis aux parties et à la Commission d'accès à l'information. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge.

c) Procédure

L'appel est formé, selon l'article 150 de la loi, par dépôt auprès de la Commission d'accès à l'information d'un avis à cet effet signifié aux parties dans les 10 jours qui suivent la date de la décision qui l'autorise. Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Commission d'accès à l'information.

ENTREPRISES DE LA RÉGION DE L'ESTRIE AYANT PARTICIPÉ AU PROGRAMME AUDIT INDUSTRIE 4.0 DE 2019 AU 30 JUIN 2020

- BHS Composites Inc.
- Bois BDS Inc.
- Café Faro Inc.
- Chevron Royal Inc.
- Chocolat Lamontagne Inc.
- Exo-s Inc.
- Granit Design Inc.
- Industries 3R Inc.
- Inter Fonction Ltée
- L.P. Royer Inc.
- Les Ateliers Beauchemin Inc.
- Les Produits Groll Inc.
- Milan Conception Inc.
- Motrec International Inc.
- Niedner Inc.
- Portes Surplus Liquidation (2007) Inc.
- Produits IdéalTFC Inc.
- SECM-GT International Inc.
- Soucy Techno Inc.
- Summum Granit Inc.